

« Les Etats-Unis doutent qu'une Europe, qu'ils disent en pleine décadence, soit digne de compter parmi leurs alliés »

Dans la vision du monde de Donald Trump, telle qu'exposée dans le document stratégique sur la sécurité des Etats-Unis, le véritable ennemi, c'est l'Union européenne, explique, dans sa chronique, Alain Frachon, éditorialiste au « Monde ».

Chronique d'Alain FRACHON, *Le Monde*, 18 décembre 2025

Un double déni menace l'Europe. Le premier serait de ne pas prendre au sérieux le message que les Etats-Unis de Donald Trump adressent aux Européens : l'Alliance atlantique ne les intéresse plus. Le second serait de traiter par le mépris le portrait d'une Union européenne (UE) en perte d'influence dressé par l'Amérique trumpiste : il contient une part de vérité – hélas.

Les optimistes diront que l'OTAN – l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord créée en avril 1949 – reste en place. Les bases de l'OTAN en Europe ne sont pas fermées. Washington maintient sa part de financement et l'essentiel de ses troupes. Mais l'esprit du traité est étouffé, neutralisé. La solidarité instituée de part et d'autre de l'Atlantique n'est plus automatique, elle devient conditionnelle. Un pacte de défense repose sur la confiance : celle-ci est rompue. Il s'appuyait sur des valeurs communes : elles sont indifférentes, sinon parfaitement étrangères, à Trump.

Le document stratégique sur la sécurité des Etats-Unis émis le 5 décembre par l'administration Trump annonce une nouvelle forme de *D-Day* : *Departure Day*, « le jour du départ ». L'Amérique s'en va. L'Alliance, ce pacte de défense formé au lendemain du deuxième conflit mondial et à l'aube de la guerre froide, est « *touchée dans son essence* » politique, pour reprendre une expression du *Times* de Londres. Les Etats-Unis doutent qu'une Europe qu'ils disent en pleine décadence, menacée d'« *effacement civilisationnel* » et « *subvertissant* » la démocratie, que cette Europe-là soit digne de compter parmi leurs alliés.

On peut à bon droit s'interroger sur la pertinence de leçons de civilisation et de démocratie administrées par Donald Trump – pas vraiment un homme des Lumières. Mais la vraie interrogation est autre. Et si l'OTAN n'avait été qu'une parenthèse, l'exception dans une Amérique dont la tradition, durant plus de deux siècles, fut de se défier de tout engagement durable à l'étranger ? « *Evitez toute alliance permanente avec une quelconque partie du monde* », disait George Washington, le premier président de l'Union américaine, dans son discours d'adieu, le 19 septembre 1796.

Dans la vision du monde trumpiste, telle qu'exposée le 5 décembre, la Russie de Vladimir Poutine n'est pas une menace. Si elle ne présente plus aucun risque pour l'Europe, à quoi peut bien servir l'OTAN ? L'agression contre l'Ukraine n'est même pas mentionnée. Avec la Chine, la rivalité est d'abord économique ou technologique. Mais ni l'ampleur de l'effort de défense chinois, ni la montée en gamme dans le nucléaire militaire de l'empire du Milieu, pas plus que ses attaques régulières dans le cyberspace ou sa volonté d'étendre sa zone d'influence à tout le Pacifique occidental ne sont évoquées.

Le véritable ennemi, c'est l'Europe, ou plus exactement l'Union européenne. Les critiques, les admonestations, les propos méprisants sont réservés à l'UE. Trump avait déjà qualifié celle-ci de « *pire ennemi* [économique] *des Etats-Unis* », une organisation qui n'aurait été

conçue que pour les « *escroquer* ». A l'adresse des dirigeants européens, le président vient d'ajouter quelques noms d'oiseau – ils sont « *impuissants* » et, pour certains d'entre eux, « *stupides* ».

Elon Musk, l'ami du président, le père des voitures Tesla et du fournisseur d'accès à Internet par satellite Starlink, appelle à l'abolition de l'UE. Et c'est bien dans ce sens qu'entend agir l'administration Trump. Dans ce très officiel document, elle annonce que sa politique, sa « *stratégie* », sera d'appuyer partout dans les pays de l'Union les partis dits « patriotiques » – cette extrême droite qui, du Rassemblement national français à l'AfD allemande, n'a eu de cesse de stigmatiser le projet européen et de célébrer la Russie de Poutine. Les électeurs français devront s'en souvenir en mai 2027.

Repli économique

Aucun président américain ne défait totalement ce qu'a fait son prédécesseur. Parions que le portrait de l'Europe que dessine le document du 5 décembre correspond sans doute, les injures en moins, à un mouvement profond aux Etats-Unis. La tendance au retrait du Vieux Continent serait un tropisme largement partagé outre-Atlantique. Pas une grande voix politique, ni au Congrès ni chez les anciens présidents, ne s'est élevée pour dénoncer l'assaut contre les Européens. Comme si l'Europe, en plein déclin démographique, en panne de croissance depuis plus de dix ans, étrangère aux grandes innovations technologiques, cette Europe-là avait singulièrement perdu en influence et en pertinence sur les affaires du monde. Notamment aux yeux des Américains.

Le repli économique se lit dans les chiffres. Alors que la part des Etats-Unis dans la production de la richesse mondiale n'a guère bougé depuis longtemps (aux alentours des 20 %), celle de l'UE régresse – aujourd'hui 13 % ; en 2050, ce sera 9 %. Quand le document du 5 décembre évoque le « *repli* » économique de l'Europe, il touche juste. L'UE serait mieux fondée à vouloir réglementer le vaste champ du numérique, si elle comptait un seul géant dans l'économie du futur.

On sait le diagnostic porté par Mario Draghi : victime de surréglementation, l'UE est en voie d'être distancée par la Chine et les Etats-Unis, dit l'ancien patron de la Banque centrale européenne. Taxe carbone aux frontières et réglementation sur la déforestation n'ont pas rendu l'UE très populaire dans le Sud global. Dépendante des Etats-Unis pour sa sécurité et de la Chine pour ses terres rares, entre autres ; accusée de protectionnisme environnemental ici et là, l'Europe connaît un certain isolement – pour ne pas parler d'effacement. Le message du 5 décembre doit aussi être lu dans ce contexte.

Post-scriptum : Draghi a renouvelé ses prescriptions dans un grand discours à la mi-septembre, publié, le 1^{er} décembre, par *Le Grand Continent*.